

DÉCODER LE MONDE

CHAQUE MOIS, UN SUJET LIÉ À L'ACTUALITÉ DES DROITS HUMAINS OU À L'ÉVOLUTION DE NOS SOCIÉTÉS, À DISCUTER DANS VOTRE GROUPE AMNESTY.

OCTOBRE 2021

Le « Projet Pegasus », c'est un espionnage planétaire mis au jour par un consortium de journalistes de 17 médias du monde entier et par Amnesty International. Plus de 50 000 numéros de téléphone potentiellement ciblés par Pegasus, puissant logiciel espion du groupe israélien NSO, pour le compte d'une dizaine d'États.

Mexique, Inde, Maroc, Arabie saoudite, Émirats arabes unis, Kazakhstan, Azerbaïdjan, Togo, Rwanda et même la Hongrie, membre de l'Union européenne : des agences gouvernementales ciblent leurs propres concitoyens, en particulier des journalistes. Le projet Pegasus est sans doute l'affaire de cyberespionnage la plus massive depuis l'affaire Snowden. Focus sur le Rwanda, l'un des plus grands clients de NSO.

N'hésitez pas à en discuter lors d'une réunion de votre groupe Amnesty : le temps de réunion consacré à *DcoD le monde* est une excellente occasion d'échanger vos points de vue et de vous enrichir de ceux des autres.

Une idée d'article pour un prochain DcoD le monde ? Envie qu'on y aborde telle thématique ?

Adressez propositions et requêtes à acaudron@amnesty.be.

« PROJET PEGASUS » : LA TRAQUE DE L'OPPOSITION PAR LE RÉGIME RWANDAIS NE SURPREND PERSONNE

Les révélations du « Projet Pegasus » pointent le Rwanda comme l'un des plus grands clients de NSO. Les autorités du pays ont ciblé plus de 3 500 numéros de téléphone. Une surveillance massive qui vise principalement les voix de l'opposition et qui ne surprend ni militants ni journalistes dans un État où la liberté de parole est très contrôlée.

Par Yasmine Sellami - 27 juillet - Médiapar t

Des opposants, des journalistes, des dirigeants politiques étrangers, etc. Pas moins de 3 500 numéros de téléphone composent la longue liste des personnes ciblées par le Rwanda dans l'affaire du « Projet Pegasus ». Le logiciel espion israélien commercialisé par le groupe NSO permet aux États qui le possèdent d'accéder à distance aux smartphones visés. Une fois introduit, « Pegasus » donne accès à toutes les options, de la consultation de messages à l'écoute des appels, en passant par l'activation du micro et de la caméra de l'appareil. Sans que les utilisateurs et utilisatrices ne cliquent sur aucun lien malveillant.

Selon les découvertes du consortium Forbidden Stories, du Security Lab d'Amnesty International et des dix-sept médias partenaires, les premières traces d'intrusion du logiciel espion sur les numéros visés par le Rwanda remontent à 2016. Parmi les appareils infectés, celui de Carine Kanimba, fille de Paul Rusesabagina, célèbre héros du film *Hôtel Rwanda*, mais, surtout, opposant de longue date au président Paul Kagamé.

L'homme est aussi connu pour avoir accueilli plusieurs centaines de réfugiés tutsis à l'Hôtel Mille Collines, un luxueux établissement qu'il dirigeait pendant le génocide qui a déchiré le pays en 1994. Deux ans plus tard, craignant pour sa sécurité, il s'exile en Belgique avec sa famille, où il devient citoyen belge. C'est à ce moment qu'il cofonde le Mouvement rwandais pour le changement démocratique (MRCD), une coalition de groupes d'opposition dont la branche armée, le Front de libération nationale (FLN), a revendiqué plusieurs attaques dans le sud du Rwanda, fin 2018.

Alors qu'il n'était pas retourné au pays depuis son exil, celui qui est considéré comme l'un des opposants les plus virulents de l'actuel président, apparaît brusquement au Rwanda en août 2020. Il y est emmené contre son gré. L'homme pensait aller au Burundi, depuis les États-Unis, où il réside une partie de l'année. Mais l'avion privé qui devait l'emmener à Bujumbura, après son escale aux Émirats arabes unis, a pris le chemin de Kigali. Il est exhibé à la presse par l'Office rwandais d'investigation après son arrestation.

Le gouvernement réfute son implication

La justice rwandaise a commencé son procès en février dernier. L'opposant de 67 ans doit répondre de neuf chefs d'accusation, dont celui de terrorisme, et risque de finir ses jours en prison. Depuis cet incident, sa fille, Carine Kanimba, établie en Belgique, se bat sans relâche pour la libération de son père.

L'examen de son iPhone par le Security Lab d'Amnesty International révèle des premières traces d'infection en janvier 2021. Puis de nouvelles traces en juin 2021. Des dates auxquelles la fille de l'opposant rencontre des responsables politiques belges pour parler du cas de son père.

D'autres opposants rwandais auraient également été ciblés par le petit État d'Afrique de l'Est. Parmi eux, le journaliste et demandeur d'asile Cassien Ntamuhanga. En 2015, il avait été condamné à 25 ans de prison pour formation d'un groupe criminel, conspiration contre le gouvernement ou le président de la République, complicité de terrorisme et entente en vue de commettre un assassinat. Celui qui dirigeait la radio confessionnelle Amazing Grace s'échappe de prison en novembre 2017, et prend la direction du Mozambique, où il demande l'asile politique. Mais il n'a pas eu le temps de voir sa requête aboutir quand, en mai dernier, il a été arrêté. Il n'y a, depuis, plus aucune nouvelle de lui.

De son côté, le gouvernement rwandais nie, par la voix de son ministre des affaires étrangères, Vincent Biruta, toute implication dans cette affaire de surveillance massive. « *Le Rwanda n'utilise pas ce logiciel [...] et ne possède aucune forme technique de cette capacité. Ces fausses accusations font partie d'une campagne en cours visant à provoquer des tensions entre le Rwanda et d'autres pays et à semer la désinformation sur le Rwanda au niveau national et international.* »

Le Rwanda s'affiche aujourd'hui comme l'un des pays les plus développés et les plus modernes du continent. Les catégories ethniques ont disparu, la lutte contre la corruption est l'une des priorités du gouvernement, le Parlement affiche un nombre de femmes record... Mais le discours consistant à présenter le pays comme un modèle progressiste après le génocide qui a fait 800 000 morts est aussi une vitrine qui cache un État au fonctionnement autoritaire.

Pour les dissidents, journalistes, et celles et ceux qui œuvrent pour les droits humains, les révélations du Projet Pegasus sur le Rwanda n'ont rien d'étonnant. « *La seule chose qui peut surprendre, c'est que le gouvernement s'obstine à nier les faits*, ironise, amer, Lewis Mudge, directeur « Afrique centrale » à Human Rights Watch New York. *Toute personne qui suit l'actualité et la politique rwandaises sait que surveiller et chercher à faire taire est très commun au sein du gouvernement de Paul Kagamé.* » Un point de vue que partage Agnès Callamard, la secrétaire générale d'Amnesty International : « *Le Rwanda est un pays où la liberté de parole est extrêmement encadrée où de nombreux activistes ont été réprimés. C'est un régime qui met beaucoup l'accent sur le contrôle. Ce n'est absolument pas surprenant de le voir parmi les clients de NSO.* » Elle ajoute : « *C'est sûr qu'il y a des aspects très impressionnants sur son développement économique, mais au niveau des droits civiques et politiques, il y a encore beaucoup à faire.* »

Ce n'est pas la première fois que le Rwanda est suspecté d'être client de NSO. Le pays a longtemps été soupçonné d'utiliser des logiciels espions de cette compagnie pour traquer l'opposition à l'extérieur du pays. En 2019, lors d'une attaque contre des centaines d'utilisateurs de WhatsApp à travers le monde, au moins six opposants rwandais ont été avertis qu'ils avaient été ciblés par des logiciels espions créés par l'entreprise israélienne.

En février dernier, une étude du groupe de défense américain Freedom House désignait également le gouvernement rwandais comme « *l'un des acteurs de la répression transnationale les plus prolifiques au monde* ». Le document affirme que « *le gouvernement cible généralement les individus qui le contestent par la critique ou la résistance active, ou qui remettent en question sa version de l'histoire rwandaise. Les autorités ont une vision extrêmement large de ce qui constitue la dissidence et cherchent à exercer un contrôle sur l'ensemble de la diaspora* ».

Les renseignements, une spécialité de Paul Kagamé

« *Le Rwanda a une forte culture du renseignement, notamment envers ses opposants. Kagamé lui-même était un officier des renseignements en Ouganda. C'est une chose qui est très présente au sein de l'appareil militaire du pays* », décrypte Benjamin Chemouni, politologue, spécialiste du Rwanda, maître de conférences à l'Université catholique de Louvain, et chercheur à l'université de Cambridge.



La collecte d'informations a donc toujours été une spécialité de Paul Kagamé. Réfugié rwandais ayant grandi dans l'ouest de l'Ouganda, il rejoint, à l'âge de 22 ans, les maquisards venus de Tanzanie. Le jeune Paul Kagamé devient major dans l'armée de son pays d'accueil. Pendant sa carrière, il sera même propulsé à la tête des services secrets militaires.

Paul Kagamé grandit avec une culture de l'espionnage et de la chasse à l'opposition, qui fait partie intégrante de l'actuel pouvoir rwandais. Le président et son gouvernement justifient cette politique ultra-sécuritaire par la lutte contre « *les idées génocidaires* ».

« *La crainte du génocide est une peur viscérale. Il faut comprendre que ceux qui sont au pouvoir au Rwanda sont rentrés dans le pays, ont vu des corps d'enfants, de femmes et d'hommes victimes du génocide. Ils ont vu de près la haine du "Hutu Power" et ne veulent plus jamais ça. Ce sont des gens qui, si on leur tape sur l'épaule, rendent un coup de poing* », explique Benjamin Chemouni.

Le maître de conférence à l'Université catholique de Louvain concède toutefois que le pouvoir instrumentalise aussi cette peur. La lutte contre les idées génocidaires est même inscrite dans la loi, et permet de sanctionner la propagation des propos qui en feraient l'apologie. Mais le gouvernement profite d'une législation floue pour l'interpréter très largement.

Disparition de la presse indépendante

Plusieurs journalistes ont été victimes de cette libre interprétation de la loi. Le spectre du génocide de 1994 permet de qualifier les médias critiques du gouvernement de « divisionnistes ». « *Le régime a tellement la mainmise sur la justice, que même un meilleur cadre législatif pour encadrer les médias, ça ne servirait à rien* », regrette Arnaud Forger, responsable du bureau « Afrique » de RSF. « *Dès qu'un média ne plaît pas, ils le suspendent.* »

C'est notamment le cas de la BBC. En 2015, les émissions de la chaîne de télévision en langue kinyarwanda ont été suspendues après la diffusion d'un documentaire évoquant les décès provoqués par l'avancée militaire du FPR sur Kigali.

Et les stratégies pour bâillonner les journalistes ne s'arrêtent pas là. « *Des dossiers sont montés de toutes pièces pour décrédibiliser les journalistes et les condamner. Des civiles peuvent rendre des visites surprises aux domiciles des journalistes pour leur dire de ne plus traiter tel ou tel sujet. Des pressions sont aussi exercées sur les annonceurs. Et parfois, ça peut aller jusqu'à des assassinats.* » Des méthodes qui placent le pays à la 156e position au dernier classement mondial de la liberté de la presse de RSF.

La disparition de la presse indépendante, Anjan Sundaram l'a observée de près. « *J'étais aux premières loges pour voir le système s'écrouler.* » Le journaliste indien, auteur de *Bad News*, un livre qui raconte la répression des journalistes au Rwanda, était dans le pays entre 2009 et 2013. Il formait des confrères rwandais dans le cadre d'un programme européen. « *Pendant que je leur donnais des enseignements, ils étaient torturés, menacés voire tués les uns après les autres. Et tout cela juste parce qu'ils critiquaient le gouvernement. Parce qu'ils faisaient leur métier. C'est là que j'ai compris l'ampleur de la répression* », se souvient-il.

Le journaliste raconte avoir lui-même été suivi par un agent de sécurité qui se présentait comme journaliste, et avoir reçu une protection armée à New York et à Londres après la publication de son livre sur le Rwanda.

Internet, un nouvel espace d'expression ?

Face à des espaces de liberté aussi restreints, et une absence de presse indépendante, « *de plus en plus de personnes migrent vers des blogs sur Internet et YouTube, où ils espèrent trouver de nouveaux espaces d'expression. Mais là aussi, c'est impossible* », observe Lewis Mudge, le directeur « Afrique centrale » à Humans Rights Watch New York.

Cette dernière année, les autorités rwandaises ont lancé des poursuites, arrêté, ou menacé au moins huit personnes qui ont couvert ou commenté des sujets d'actualité sur YouTube. En février 2021, Innocent Bahati, un jeune homme de 31 ans a été porté disparu après avoir diffusé ses poèmes sur cette plateforme.

« *Il y a certaines lignes rouges à ne pas franchir, des sujets qui, même si vous ne faites que les mentionner, vous poseront de sérieux problèmes* », regrette Lewis Mudge. Parmi les interdits, il cite « *les crimes commis par le FPR en 1994 au Rwanda mais aussi au Congo à partir de 1996, les exécutions commises par les agents du renseignement étatique, ou encore les centres de détention illégaux qui parsèment le pays* ».

Avec une répression aussi importante, il ne faut pas s'étonner que les voix dissidentes deviennent muettes. Selon Arnaud Forger, responsable « Afrique » à RSF, les lignes rouges risquent de devenir encore plus infranchissables après les révélations du Projet Pegasus. « *Les journalistes vont prendre conscience de l'ampleur de la surveillance. Cela risque de les pousser au silence, et d'encourager l'autocensure par mesure de précaution.* »

[POUR EN SAVOIR PLUS SUR LE PROJET PEGASUS, CLIQUEZ ICI](#)